Voici un **modèle de courrier à adresser au Procureur de la République**, avec **copie à la police ou à la gendarmerie**, dans le cadre d’un **signalement de situation grave** :

* **maltraitance avérée**,
* **mise en danger manifeste** des enfants ou des professionnel·les,
* **risque grave et imminent** pour la sécurité ou la santé.

⚠️ **Important** : en cas d’urgence absolue (danger immédiat, violences en cours), **le 17 (police) ou le 18 (pompiers)** doivent être appelés sans délai.

### **📄 Modèle de courrier – Signalement de faits graves au Procureur de la République**

📍 Pour maltraitance, mise en danger, ou risque grave et imminent

**[Prénom NOM]** Professionnel·le de la petite enfance
 [Adresse personnelle ou professionnelle]
 [Email / Téléphone (facultatif)]

**À l’attention de :** Monsieur / Madame le Procureur de la République
 Tribunal judiciaire de [ville du département]
 [Adresse]

**Copie à :**

* Commissariat de police de [ville] / Brigade de gendarmerie de [ville]

**Objet : Signalement de faits graves au sein de [nom de la structure] – Risque grave, maltraitance, mise en danger**

**Date : [XX/XX/20XX]**

Madame, Monsieur le Procureur,

Je me permets de vous adresser ce courrier afin de vous signaler des faits d’une gravité particulière, constatés dans le cadre de mon activité professionnelle au sein de [nom et adresse de la structure d’accueil du jeune enfant], susceptible de relever d’une **mise en danger d’autrui**, d’actes de **maltraitance** ou d’un **risque grave et imminent pour la santé et la sécurité** des enfants accueillis.

Les faits suivants, dont j’ai été témoin (ou informé·e de manière directe et crédible), me semblent devoir faire l’objet d’un signalement à l’autorité judiciaire :

* [Exemple : enfants laissés sans surveillance pendant des périodes prolongées, dans un espace inadapté ou dangereux]
* [Exemple : violences physiques ou verbales répétées à l’encontre d’enfants ou de salarié·es]
* [Exemple : absence de réaction de la direction malgré alertes internes, signalements à la PMI, ou témoignages concordants]
* [Exemple : locaux ou matériel présentant un danger avéré (risque électrique, chutes, intoxication, etc.)]

Cette situation dépasse, selon moi, le cadre d’un dysfonctionnement administratif ou réglementaire. Elle constitue une atteinte grave à l’intégrité physique et psychique des enfants accueillis, et pourrait engager la responsabilité pénale de l’établissement ou de ses responsables.

Je vous remercie de bien vouloir instruire ce signalement ou le transmettre à l’autorité compétente.

Je reste à votre disposition pour tout complément, dans le respect du cadre de protection des lanceurs d’alerte et de la confidentialité de mon identité si cela est requis.

Veuillez recevoir, Madame, Monsieur, l’expression de mes salutations respectueuses.

**[Signature]**